

2019  
FÉVRIER  
#127

# PREMIER PLAN



**Pascal Boiteau,**  
Directeur Général  
Portzamparc Gestion

**TOUS LES JOURS,  
10 000 CAMIONS,  
ARRIVANT DU  
CONTINENT  
EUROPÉEN ET  
SOUHAITANT  
SE RENDRE AU  
ROYAUME-UNI,  
PASSENT PAR LE  
PORT DE DOUVRES,  
SOIT UN CAMION  
TOUTES LES NEUF  
SECONDES  
ENVIRON !**

## ÉDITO

### UN ROYAUME... PAS VRAIMENT SI UNI !

Le 23 juin 2016, les Britanniques ont voté majoritairement pour une sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. Majoritairement, certes. Toutefois, les Irlandais du Nord, les Écossais et les Londoniens s'y sont opposés à une large majorité !

Les parlementaires de la Chambre des Communes, eux-mêmes, sont allés en ce sens. Cette relative union aurait dû leur permettre de trouver une solution de sortie acceptable pour le Royaume-Uni. Cela n'en prend pas le chemin à ce jour : sans doute un jeu politique ! Theresa May et la commission européenne auront bataillé de longs mois avant d'arriver à un projet d'accord le 13 novembre 2018, projet devant être ratifié par le parlement britannique afin d'éviter une rupture brutale des relations au 29 mars prochain à minuit. La suite des événements, vous la connaissez : rejet massif du plan, plan B, bientôt un plan C, peut-être un suivant...

#### Quel est le point d'achoppement ?

La frontière entre l'Irlande du Nord (province britannique) et la République d'Irlande (Union Européenne) est le point de tension principal. Logiquement, celle-ci devrait être rétablie à l'issue du divorce. Cependant, Bruxelles et Londres ont renoncé à son rétablissement en décembre 2017 afin de respecter les accords de Belfast de 1998.

Une véritable impasse ! Comment faire ?

Et si l'Irlande du Nord et le reste du Royaume-Uni étaient enfermés dans un filet de sécurité (*Backstop* en anglais), territoires au sein desquels les produits continueraient à circuler librement sans limite de durée, le temps de trouver une solution alternative ?

En voilà une bonne idée ! Mais elle ne semble pas rassembler les foules outre-Manche :

- Pour les uns, les pro-européens, cette situation est pire que la précédente dans le sens où le Royaume-Uni resterait au sein de l'union douanière, mais perdrait tout pouvoir de décision.

- Pour les autres, les Hard Brexiters, cette situation risque de perdurer alors qu'ils plaident pour une sortie rapide afin de retrouver leur autonomie commerciale.

Bref, à quelques semaines de l'échéance, la pression monte, la partie de bras de fer se durcit et chacun se prépare à un «No Deal» ... mais le craint particulièrement.

Imaginez un instant le retour de barrières douanières. Tous les jours, 10 000 camions, arrivant du continent européen et souhaitant se rendre au Royaume-Uni, passent par le port de Douvres, soit un camion toutes les neuf secondes environ ! Certains se sont amusés à en calculer les conséquences. Résultats ? Plus de 60 km de bouchon avant l'embarquement à Calais, si chaque camion devait être contrôlé individuellement !

Bien entendu, cette situation reste improbable. Toutefois, un «No Deal» viendrait fortement affecter l'organisation actuelle et aurait inévitablement des conséquences sur l'environnement économique.

Dernièrement, Tom Enders le patron d'Airbus, s'alarmait pour l'industrie aéronautique britannique en cas de «Brexit» sans accord.

Le Financial Times, également, dans un récent éditorial exprimait son inquiétude : «Si le parlement britannique n'est pas capable de résoudre le Brexit, un nouveau référendum est nécessaire».

Référendum, le mot est lâché. Même si certains ne veulent pas en entendre parler à l'idée de la trahison que cela représenterait pour le peuple. Mais le peuple n'a-t-il pas été trompé en juin 2016 ? L'idée de lui redonner la parole fait son chemin dans les esprits petit à petit.